



Message au Conseil de Ville

Budget 2025 - deuxième version

1. Introduction

La présentation de cette deuxième mouture du budget 2025 intervient dans une situation financière compliquée. La première version, qui prévoyait une hausse de la quotité d'impôts de 0.1 point et un bénéfice de 1'373'400 francs, a été refusée en votation populaire le 9 février dernier.

Les comptes communaux révèlent un déficit structurel persistant : les recettes fiscales et autres sources de revenus ne suffisent pas à couvrir les charges de fonctionnement. Cette situation impose aux autorités communales une responsabilité majeure : celle d'assainir les finances de la Ville tout en préservant la qualité des prestations publiques. Cela passe notamment par des comptes positifs, afin de garantir la capacité d'investissement dans la durée. À terme, l'objectif est également de reconstituer une réserve de politique budgétaire, indispensable pour assurer la stabilité et la résilience des finances communales face aux aléas futurs.

Le rejet du premier projet de budget constitue un signal fort. Il exprime à la fois une forme de désaveu à l'égard des options proposées et une volonté de maintenir la quotité fiscale à son niveau actuel. Ce message a été entendu et pris en compte dans l'élaboration de cette nouvelle version. Dès lors, l'exercice budgétaire s'est concentré sur une seule contrainte : composer avec les moyens à disposition pour répondre aux défis financiers actuels, sans recourir à une augmentation de l'impôt.

2. De nouvelles informations financières déterminantes pour les années 2024 et 2025

Depuis la présentation de la première version du budget au Conseil de Ville le 16 décembre 2024, plusieurs informations financières déterminantes relatives aux années comptables 2024 et 2025 ont été communiquées.

Dans un premier temps, il a été confirmé que les recettes fiscales pour 2025 seraient inférieures aux prévisions initiales, entraînant une détérioration supplémentaire du budget 2025. Par ailleurs, la baisse de la rétrocession liée à la RFFA s'est avérée plus importante qu'anticipé. En l'absence d'une augmentation de la quotité fiscale, refusée par le corps électoral, et compte tenu de ces nouveaux éléments, le résultat intermédiaire de février présentait un déficit de 1'169'600 francs.

Résultat prévisionnel (16 décembre 2024)	1 373 400	Bénéfice
Pas d'augmentation de la quotité fiscale	-1 678 000	
Baisse des recettes fiscales	-765 000	
Baisse de la rétrocession liée à la RFFA	-80 000	
Résultat intermédiaire (11 février 2025)	-1 169 600	Perte



Dans un second temps, les prévisions relatives aux comptes 2024 ont révélé un résultat nettement plus favorable que prévu. Ce résultat est principalement attribuable à des recettes exceptionnelles, notamment des recettes fiscales supplémentaires résultant de rattrapages de taxations d'années antérieures ainsi que la réévaluation de deux éléments majeurs du patrimoine financier, le legs Gygax et le Palastre. L'ensemble de ces facteurs devrait permettre d'anticiper un bénéfice supérieur à 5 millions de francs pour l'exercice 2024, suffisant pour combler le découvert au bilan.

Ces nouvelles informations ont permis de reconsidérer la planification financière. Le découvert étant résorbé, l'obligation de présenter un budget bénéficiaire en 2025, tout comme la menace d'une mise sous tutelle, ne sont plus d'actualité, mais le déficit structurel persiste.

3. Elaboration de la deuxième version du budget

Dans l'élaboration de cette seconde mouture du budget 2025, le Conseil communal a maintenu l'ensemble des mesures d'économies prévues dans la première version, à l'exception de celles liées à l'augmentation de la quotité d'impôts. Pour rappel :

- **Revue des investissements :**
une sélection rigoureuse des projets d'investissement a été opérée, permettant de réduire l'enveloppe globale prévue.
- **Optimisation des charges de fonctionnement :**
des ajustements ciblés ont été effectués sur la base, notamment, des recommandations issues de l'audit externe COMPAS. Ces mesures représentent un allègement d'environ 1.9 million de francs.
- **Poursuite des efforts de maîtrise des effectifs :**
la réduction des équivalents plein temps (EPT) a été poursuivie, avec un effectif prévu de 183.6 EPT en 2025.
- **Réduction de la masse salariale :**
conformément à l'amendement adopté par le Conseil de Ville lors de sa séance du 16 décembre 2024, une diminution de la masse salariale d'environ 200'000 francs a été réalisée. Cette réduction a été rendue possible sans impact direct sur le personnel, par exemple en renonçant à certaines mesures transitoires, telles que le doublage temporaire de postes.
- **Maintien des hausses de taxes votées :**
les révisions tarifaires adoptées lors de la séance du Conseil de Ville du 16 décembre 2024 ont été maintenues, compte tenu des résultats très clairs des votations à ce sujet.



Actualisation des données et mesures supplémentaires

Des mesures supplémentaires, visant à équilibrer le budget, ont été intégrées à sa deuxième version. Elles tiennent compte du maintien de la quotité fiscale à son niveau actuel :

- **Actualisation des données fiscales :**
les nouvelles prévisions de recettes fiscales ainsi que la baisse de la rétrocession liée à la RFFA ont été intégrés dans les projections.
- **Réduction des subventions communales :**
les subventions allouées aux clubs, associations et institutions culturelles et sportives ont été revues à la baisse. La réduction s'élève à 5 % pour les grandes structures (par exemple Delémont'BD, Musée jurassien d'art et d'histoire) et à 10 % pour les structures de plus petite envergure.
- **Hausses de tarifs :**
plusieurs hausses tarifaires sont prévues, concernant notamment les locations de salles, les entrées aux piscines ou encore le stationnement.
- **Contribution de solidarité du personnel :**
une ponction équivalente à 1 % de la masse salariale totale sera opérée sur le 13^{ème} salaire. Cette mesure exceptionnelle est compensée par l'octroi d'un jour de congé supplémentaire.
- **Renégociation de crédits :**
plusieurs crédits arrivant à échéance en 2025 ont pu être renégociés à des conditions plus avantageuses, notamment en ce qui concerne les taux d'intérêt.
- **Réduction d'horaires d'ouverture :**
certains horaires seront réduits, ce qui permettra une baisse du recours au personnel auxiliaire (notamment dans les infrastructures sportives comme les piscines).
- **Réévaluations dans le domaine énergétique :**
des ajustements ont été réalisés en lien avec les subventions octroyées par les Services industriels de Delémont (SID) en matière d'énergies renouvelables et d'économies d'énergie.
- **Restrictions supplémentaires :**
des réductions ciblées ont été effectuées dans plusieurs rubriques budgétaires.

Les mesures supplémentaires ont permis au Conseil communal de parvenir à un budget affichant un déficit modéré de 227'350 francs. A très court terme, sans augmentation de la quotité, il n'a pas été possible de trouver suffisamment de leviers d'économie pour dégager un bénéfice au budget 2025.



4. Impact des comptes 2024 et révision des objectifs

En tenant compte des perspectives financières actualisées, le Conseil communal a pris la décision de soumettre au Conseil de Ville un budget légèrement déficitaire (-227'350 francs). En effet, les résultats prévisionnels des comptes 2024, qui devraient permettre de résorber le découvert de 4.8 millions de francs, ouvrent la possibilité d'une révision de la planification financière communale.

Comptes 2024 – Résultat prévisionnel

Les comptes 2024 afficheront un bénéfice estimé à 5.2 millions de francs, un excédent qui s'explique par plusieurs facteurs :

- **Mise en œuvre rigoureuse des mesures du programme d'économies (dont mesures COMPAS) :**
ces mesures ont été mises en œuvre et ont permis de réaliser des économies de l'ordre de 1.6 million de francs. Le respect strict des rubriques budgétaires (par l'ensemble de l'Administration) a également contribué à ce résultat.
- **Rentrées fiscales exceptionnelles :**
l'ensemble des revenus fiscaux, dont notamment un rattrapage de taxations sur les années antérieures, a été enregistré pour un montant supplémentaire de 1'800'000 francs par rapport au budget.
- **Réévaluation du patrimoine financier :**
la valorisation comptable de deux biens communaux, le Palastre (pour 700'000 francs) et le legs Gygax (pour 2'400'000 francs), a généré un impact financier positif conséquent.

Ainsi, le découvert au bilan de 4.8 millions de francs sera intégralement résorbé, conformément aux objectifs fixés dans le cadre de la planification financière (remboursement du découvert au bilan jusqu'en 2027). Par conséquent, la menace de mise sous tutelle disparaît.

Toutefois, la situation financière de la Ville demeure fragile. Le déficit structurel persiste et impose la poursuite des efforts engagés pour renforcer l'équilibre budgétaire. Dans cette optique, le Conseil communal a élaboré une feuille de route afin de consolider les finances communales sur le moyen et le long terme.

5. Investissements

Aucune modification relative aux investissements n'a été opérée sur la deuxième version du budget. Dans sa première mouture, le document proposait déjà une réduction drastique des investissements, après analyse des services de l'administration.



Par rapport aux exercices précédents (montants oscillants entre 30 et 40 millions de francs), les investissements sont notablement réduits et correspondent aux projections suivantes :

- 2025 : 13.8 millions de francs
- 2026 : 16.2 millions de francs
- 2027 : 13.4 millions de francs
- 2028 : 13.2 millions de francs

6. Synthèse

Sur la base des nouvelles données financières disponibles, le Conseil communal a fait le nécessaire pour présenter un budget affichant un déficit aussi contenu que possible. Si le résultat prévisionnel des comptes 2024 permet d'envisager un assainissement complet du découvert au bilan, il ne constitue pas une réponse pérenne au déficit structurel dont souffre la Ville.

Conscient de cette réalité, le Conseil communal poursuivra les efforts engagés en vue d'un redressement durable des finances communales. Cela impliquera notamment des réorganisations internes et une révision de certains processus au sein de l'Administration.

La perspective de pouvoir lever la pression liée à l'échéance de 2027, et ainsi écarter le risque d'une mise sous tutelle, est un élément réjouissant. Cette situation pesait fortement sur le fonctionnement communal. Dans ce contexte, le Conseil communal remercie l'ensemble de l'Administration pour son engagement, ainsi que pour la mise en œuvre rigoureuse des mesures décidées. Les efforts entrepris doivent être poursuivis afin de stabiliser durablement les finances de la Ville. Ils impliquent des mesures parfois difficiles, mais qui sont nécessaires pour un assainissement des finances à plus long terme, un objectif qui doit être maintenu au centre des priorités.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 14 avril 2025